



A/CONF.94/11

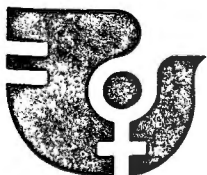
CONFÉRENCE MONDIALE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME :

**Egalité,
développement
et paix**

**Copenhague, Danemark
14-30 juillet 1980**

EXAMEN ET EVALUATION DES PROGRES ACCOMPLIS DANS
L'APPLICATION DU PLAN D'ACTION MONDIAL :
MECANISMES NATIONAUX ET LEGISLATION

Point 8 de l'ordre du jour provisoire



Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fait partie d'un examen et d'une évaluation généraux des progrès accomplis et des obstacles rencontrés à l'échelon national (1975-1979) dans l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme. Il a été établi conformément à la résolution 3490 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1975, et aux résolutions 2060 (LXII) du 12 mai 1977, et 1978/28 du 5 mai 1978, du Conseil économique et social. Il comporte deux chapitres. Le premier traite des mécanismes nationaux et des organisations féminines. Le second traite de la législation, et notamment des garanties constitutionnelles et législatives du principe rejetant toute discrimination fondée sur le sexe; des sanctions à prendre contre les violations ou des remèdes à y apporter; des mesures visant à informer les femmes de leurs droits; des conséquences des différences entre le droit civil et le droit religieux coutumier sur la condition de la femme; de la nationalité; du droit civil dans les domaines suivants : droits réels, capacité juridique, liberté de mouvement, consentement au mariage, droits dans le mariage et à sa dissolution, âge minimum pour le mariage, enregistrement des mariages, droits et devoirs des parents, droit de retenir le nom de famille, dispositions et codes pénaux visant à combattre la prostitution.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1	1
I. MECANISMES NATIONAUX	2	2 - 41
A. Examen	3	6 - 20
1. Type de mécanisme	3	6 - 12
2. Composition interne	5	13 - 15
3. Mandat	6	16
4. Réalisations	7	17 - 19
5. Obstacles au progrès	7	20
B. Evaluation	9	21 - 32
C. Organisations féminines	13	33 - 41
II. LEGISLATION	16	42 - 116
A. Dispositions législatives et/ou constitutionnelles garantissant l'égalité de droits	17	51 - 57
B. Sanctions et/ou recours en cas de violations	19	58 - 60
C. Mesures destinées à informer les femmes de leurs droits	20	61 - 65
D. Effet sur la condition de la femme des divergences éventuelles entre le droit civil et le droit coutumier/ religieux	21	66 - 70
E. Nationalité	21	71 - 73

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>	<u>Paragraphes</u>
F. Droit civil	23	74 - 116
1. Droits de propriété	23	75 - 79
2. Capacité juridique	24	80
3. Liberté de circulation	24	81 - 84
4. Consentement au mariage	24	85 - 87
5. Droits pendant le mariage et à sa dissolution	25	88 - 91
6. Age minimum du mariage	26	92
7. Inscription obligatoire du mariage	26	93
8. Droits et devoirs des parents	26	94 - 96
9. Droit des femmes à conserver leur nom de famille	27	97 - 101
10. Disposition des codes pénaux	27	102 - 105
11. Mesures destinées à lutter contre la prostitution	28	106 - 116

/...

INTRODUCTION

1. Le présent rapport fait partie d'un examen et d'une évaluation globaux des progrès accomplis et des obstacles rencontrés à l'échelon national dans l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme. Il a été établi conformément à la résolution 3490 (XXX) de l'Assemblée générale et aux résolutions 2060 (LXII) et 1978/28 du Conseil économique et social. Il comporte deux chapitres. Le premier traite des mécanismes nationaux et le second de la législation. Le rapport se base essentiellement sur les réponses émanant de 77 gouvernement 1/, des institutions spécialisées de l'ONU et d'organisations non gouvernementales à un questionnaire établi et diffusé par les soins du Service pour la promotion de la femme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires (Secrétariat de l'ONU).

1/ Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Canada, Chili, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, Ghana, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République de Corée, République démocratique allemande, République dominicaine, République-Unie du Cameroun, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

/...

I. MECANISMES NATIONAUX

2. Le paragraphe 46 n) du Plan d'action mondial stipule qu'un des objectifs minimaux de la première période quinquennale 1975-1980 consiste à "créer au sein du gouvernement un mécanisme interdisciplinaire et multisectoriel afin d'assurer plus rapidement aux femmes l'égalité des chances et la pleine intégration à la vie du pays".

3. Pour la plupart des gouvernements, cette intégration représente en soi un objectif de planification souhaitable. Un certain nombre de séminaires régionaux et interrégionaux sur les mécanismes nationaux ont eu lieu avant et après la Conférence de Mexico de 1975 sur ce sujet 2/. L'engagement effectif des gouvernements à l'égard de ce but doit toutefois être évalué à la mesure de leur volonté et de leur capacité d'arrêter des modalités d'application de politiques concrètes aux fins visées et de les appuyer.

4. Pour que la volonté d'intégrer les femmes à la vie du pays se traduise dans les faits, il faut absolument disposer de structures et de mécanismes institutionnalisés qui permettent de cerner les problèmes, de formuler les politiques adéquates, d'en suivre l'application et de coordonner les efforts et initiatives nationaux dans le secteur considéré. Ces structures se divisent généralement en deux catégories. Dans la première, on trouve des services qui font partie soit de la structure administrative en place, soit de la structure politique, et des organes appartenant ou non à l'appareil officiel et qui remplissent essentiellement des fonctions consultatives à l'égard du gouvernement. Ces structures sont généralement considérées comme des "mécanismes nationaux", au sens strict. La seconde catégorie comprend des organisations féminines, c'est-à-dire des structures qui sont généralement dues à des initiatives indépendantes et ne relèvent pas à proprement parler des services gouvernementaux. Bien que ces organisations ne soient pas considérées comme des mécanismes nationaux, dans la mesure où elles influent sur l'attitude et l'action du gouvernement quant aux questions touchant les femmes, et sa politique à leur égard, on évalue l'incidence de leurs activités aussi bien que l'incidence de celles des institutions gouvernementales. De plus, certains pays ne disposent pas de mécanismes de la première catégorie, et c'est donc aux organisations féminines que revient dans ce cas au premier chef la fonction d'intégrer les femmes à la vie du pays. C'est pourquoi il est fait état de ces organisations dans le présent rapport.

2/ Notamment, le Colloque international sur un mécanisme national visant à accélérer la participation de la femme au développement et à éliminer la discrimination fondée sur le sexe, Ottawa, Canada, 4-17 septembre 1974; la Conférence régionale africaine sur la femme et le développement, Lusaka, Zambie, 3-7 décembre 1979; le Séminaire régional sur la participation des femmes au développement économique, social et politique : obstacles entravant leur intégration, Buenos Aires, Argentine, 22-30 mars 1976; le Séminaire régional sur la participation de la femme au développement politique, économique et social, Katmandou, Népal, 15-22 février 1977. Il est fait état d'autres séminaires parrainés par la Commission économique pour l'Afrique dans le rapport de la Conférence de Lusaka mentionnée ci-dessus.

5. L'examen et l'évaluation présents des mécanismes nationaux impliquent essentiellement une analyse des mesures prises par les gouvernements et des initiatives indépendantes d'eux. Cet examen/ comporte trois parties. Dans la première est présentée une analyse des renseignements fournis sur les services administratifs de la première catégorie, suit, dans la seconde, une évaluation de ces services, et dans la troisième une évaluation des organisations féminines fondée sur les quelques renseignements donnés dans les réponses au questionnaire ou tirés de publications qui traitent de ce sujet. Un inventaire des institutions gouvernementales sera publié séparément.

A. Examen

1. Type de mécanisme

6. Les gouvernements rendent compte de la création de différents types de mécanismes administratifs et institutionnels pour l'intégration des femmes à la vie du pays. La nature de ces mécanismes de la première catégorie varie selon le système politique et socio-économique propre à chaque Etat et l'ampleur de l'appui politique que leur accorde le gouvernement. Ils peuvent toutefois se subdiviser en gros en trois groupes :

a) Les services de l'appareil officiel - exécutif, législatif ou judiciaire - du gouvernement;

b) Les organes appartenant ou non à l'appareil officiel du gouvernement et dont les fonctions sont essentiellement consultatives;

c) Les services relevant directement ou non d'un parti politique national. Ces trois possibilités ne s'excluent pas l'une l'autre et de nombreux Etats membres ont, lorsqu'ils ont créé leurs mécanismes nationaux, opté pour deux d'entre elles ou même adopté les trois.

7. Six pays rendent compte de la création de ministères à part entière pour l'intégration des femmes à la vie du pays (Bangladesh, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Paraguay, Togo et Venezuela). D'autres pays toutefois, notamment parmi les pays en développement, ont surtout mis en place des entités diversement appelées bureaux, départements, divisions, etc., dans le cadre des services officiels. A la place ou en plus de ces entités intégrées aux structures officielles, de nombreux pays disposent d'organes de conseil ou de mécanismes consultatifs, appelés diversement commissions, comités ou conseils. C'est la solution qui a été adoptée le plus fréquemment et parfois exclusivement dans la plupart des pays développés à économie de marché, qui sont plusieurs à disposer d'un certain nombre d'organes de ce type. Les Etats-Unis d'Amérique, par exemple, ont signalé qu'ils en avaient 150. Les organes à fonction consultative jouissent à divers degrés d'une autonomie structurelle par rapport aux structures gouvernementales. Ce degré d'autonomie peut être considérable - c'est le cas pour la plupart des organes de ce type aux Etats-Unis, par exemple - ou assez restreint - c'est le cas du Royaume-Uni, où l'organe principal est très largement intégré dans les structures officielles. Lorsque l'autonomie des organes considérés est restreinte, la distinction entre les deux premiers types de mécanismes ne signifie plus grand-chose.

/...

8. Comme le questionnaire susciterait implicitement des réponses concernant ces deux premiers types de mécanismes, très peu de renseignements ont été reçus quant au troisième, à savoir les entités relevant directement ou non d'un parti politique national unique. On peut toutefois donner une idée de ce qu'il en est de ce type de mécanismes en se basant sur les renseignements limités tirés des questionnaires et de publications d'intérêt général traitant du domaine considéré.

9. Les services qui relèvent directement ou non d'un parti politique national sont les plus courants dans les pays socialistes, encore que ce type de services existe dans certains autres pays. Les mécanismes de ce genre peuvent s'ajouter aux autres, ou être les seuls à exister. En règle générale, les pays socialistes intègrent les femmes à la structure gouvernementale où on les trouve dans tout l'éventail de l'appareil administratif et directeur. Cependant, des mécanismes particuliers ont été institués dans certains de ces pays. En Union soviétique, par exemple, on a créé en 1976 à tous les échelons, du Soviet suprême aux organes locaux des autorités et de l'administration de l'Etat, des sous-commissions permanentes sur les conditions de travail et de vie des femmes et la protection de la mère et de l'enfant. Ces sous-commissions ont des pouvoirs considérables. C'est sur la base de leurs recommandations que le présidium du Soviet suprême et le Gouvernement de l'Union soviétique prennent certaines décisions. Elles remplissent également d'importantes fonctions de contrôle et contribuent considérablement à l'application des plans de l'Etat concernant le développement social et de toutes les mesures visant à améliorer la condition de la femme et des enfants, au dépôt de projets de lois et au respect de la législation relative aux femmes.

10. Pour évaluer le poids des mécanismes nationaux au niveau des structures, il est important de déterminer la place qu'ils tiennent dans l'ensemble de l'appareil structurel et administratif du gouvernement. Bien que celle-ci varie considérablement et parfois subtilement selon le système politique et socio-économique des divers pays, la situation se présente en gros sous deux aspects selon qu'il s'agit de pays à économie de marché et de pays à économie planifiée.

11. Dans les premiers, les trois types de mécanismes forment des entités séparées, distinctes et particulières par rapport aux autres secteurs du gouvernement. Les mécanismes du premier type, à moins qu'il ne s'agisse de ministères à part entière, sont rattachés à un ministère spécifique ou alors fonctionnent en étroite collaboration avec un ministère. Selon les rapports du gouvernement, les portefeuilles auxquels peuvent être rattachés ces mécanismes sont les suivants : culture, éducation nationale, affaires intérieures, affaires sociales, sécurité sociale, pouvoirs locaux, jeunesse, famille, santé, planification, travail, logement, développement rural, population, développement, consommation, justice. Un certain nombre de pays soulignent d'autre part le fait que les mécanismes de ce type entretiennent des rapports de travail et de collaboration multisectoriels avec tout l'appareil gouvernemental, avec des organisations non gouvernementales et enfin avec des organisations régionales et internationales (Argentine, Australie, Bangladesh, Danemark, Equateur, Haïti, Inde, Iraq, Kenya, Liban, Népal, Pérou). La plupart des pays indiquent qu'ils disposent sous une forme ou sous une autre d'un mécanisme de consultation, de coordination et d'assistance ou de relations interministérielles avec les organisations féminines nationales et régionales (par exemple la Commission interaméricaine de la condition de la femme, dans le cas de l'Equateur, de Haïti et du Pérou), ou qu'ils entretiennent des relations ou ont des arrangements de coopération avec des institutions bilatérales et des organisations internationales telles que l'ONU et les institutions apparentées (Kenya).

12. Les pays socialistes à économie planifiée considèrent que l'intégration des femmes à la vie du pays est une responsabilité politique qui relève globalement de tout l'appareil gouvernemental et administratif. Bien que dans certains de ces pays, il existe des mécanismes particuliers destinés à faciliter la réalisation de l'égalité des sexes, la volonté idéologique première d'intégrer les femmes à la vie du pays sous tous ses aspects transcende toute structure et régit toutes les décisions dans chaque secteur du gouvernement. Le rapport de la Hongrie illustre bien l'attitude socialiste. On y peut lire qu'il n'y a pas dans ce pays de mécanismes distincts pour la raison que les lois et les règlements veulent que la question des femmes fasse partie intégrante du programme du gouvernement, la portant ainsi au niveau politique le plus élevé et l'intégrant en même temps à la vie quotidienne du pays. Tous les ministères ont en permanence affaire aux problèmes des femmes. Chacun d'eux doit établir des directives dans son domaine particulier de compétence en vue d'améliorer la condition de la femme et rendre compte au gouvernement de ses activités annuelles. En Roumanie et en Yougoslavie, les organisations féminines sont représentées auprès de tous les principaux ministères.

2. Composition interne

13. A la question portant sur la composition des mécanismes nationaux, les pays n'ont généralement apporté que des réponses très incomplètes ou même, bien souvent, n'ont pas répondu. Cependant, en se fondant sur l'analyse de la nature même des trois types de mécanismes étudiés ci-dessus et en s'appuyant sur les renseignements qui ont été fournis, on peut dégager certains traits généraux.

14. Les services de l'administration proprement dite sont généralement composés de fonctionnaires salariés, auxquels s'appliquent les règles de recrutement et le statut de la fonction publique. L'origine du personnel qui les compose peut être multisectorielle et interministérielle ou au contraire être circonscrite au secteur de l'administration publique dont le service relève. Bien que ce soient généralement des femmes qui dirigent ces services, le reste du personnel est constitué aussi bien d'hommes que de femmes. Le gouvernement est la principale source de financement. La composition des organes consultatifs dépend, elle, de leur degré d'autonomie structurelle vis-à-vis du gouvernement. Lorsqu'ils font partie de l'administration proprement dite, leur personnel relève dans une large mesure de la fonction publique. Lorsqu'il s'agit d'organismes se situant hors des cadres de l'administration publique, on y trouve généralement représentés, dans des proportions diverses, des associations féminines, des collectivités et des groupes sociaux, ainsi que l'Etat qui en est membre de droit. Le personnel qui y travaille est parfois rémunéré, parfois non (personnel bénévole). Ces organismes peuvent avoir à leur tête des personnalités diverses : ministres (par exemple, en Egypte, Pologne, République fédérale d'Allemagne), Premier ministre (comme au Japon, en Inde et en Malaisie), épouse du chef de l'Etat (Chili ou République dominicaine) ou personnalités féminines élues ou nommées (cas d'un grand nombre de pays). Selon leur statut par rapport à l'administration de l'Etat, la part de l'Etat dans le financement de ces organismes consultatifs est variable, le financement pouvant être intégral lorsqu'il s'agit d'organes faisant partie intégrante de l'administration, ou réduit au minimum, voire nul, lorsque les organismes en question ne relèvent pas de l'administration.

15. Les unités spéciales qui relèvent directement du parti au pouvoir ou lui sont associées ont par définition une orientation plus ouvertement politique que les deux autres types de dispositifs et cela se reflète dans leur composition. En effet, ces unités constituent généralement le principal organe exécutif de la section féminine du parti; or, tous les membres du parti peuvent devenir membres de la section féminine; il arrive donc que celle-ci, tout en étant surtout composée de femmes, accueille également des hommes; c'est ce que font par exemple l'Organizacao de Mulher Angolane (association des femmes angolaises) ou l'Organizacao de Mulher Mozambicana (association des femmes du Mozambique). Dans d'autres cas, l'organisation n'admet que des femmes (par exemple Congo, République-Unie de Tanzanie, Zambie). Les personnalités qui sont à la tête de ces groupements sont généralement élues par les membres mêmes. Dans les pays socialistes, ces unités font partie intégrante des structures organiques de l'Etat, qui en assure intégralement le financement et les dote de tout le personnel nécessaire comme il le fait pour le reste de l'administration. Dans les autres pays, ou bien l'Etat assure en grande partie le financement et la dotation en personnel, en particulier lorsque ces unités sont le principal, ou l'unique, dispositif qui ait été mis en place, ou bien il les subventionne dans des proportions variables (par exemple, République-Unie du Cameroun, Guinée équatoriale et Gabon).

3. Mandat

16. Les tâches et les compétences des organismes nationaux recouvrent toute une série de fonctions précises, répondant à la fois à des nécessités diverses liées aux caractères propres acquis par les pays au cours de leur histoire et aux objectifs socio-économiques et politiques particuliers de ces pays. La liste ci-après, dont on ne prétend pas qu'elle présente un aperçu complet des fonctions de ces organismes dans aucun pays, ni qu'elle épuise le sujet, donne cependant des indications quant à l'étendue de leurs tâches et de leurs attributions. Parmi celles-ci, on relève les suivantes :

- a) Faire des recherches, recueillir des données et cerner les problèmes (Botswana, Côte d'Ivoire, Etats-Unis, Honduras, Inde, Koweït);
- b) Formuler et mettre en forme des politiques, des programmes et des projets (Bangladesh, Côte d'Ivoire, Honduras, Iraq, Jamaïque, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Thaïlande, Togo);
- c) Assurer la coordination et la liaison (Allemagne, République fédérale d', Equateur, Inde, Irlande, Jamaïque, Madagascar, Népal, Pays-Bas, Sénégal, Sri Lanka);
- d) Conseiller le gouvernement (Botswana, Canada, Egypte, Malaisie, Pays-Bas, Pérou);
- e) Contrôler et superviser les politiques, les projets, les programmes et la législation (Honduras, Inde, Irlande, Jamaïque, Paraguay, Pérou, Royaume-Uni);
- f) Assurer la formation professionnelle (Espagne, Nouvelle-Zélande);
- g) Epauler des associations féminines (Pakistan);
- h) Sensibiliser les femmes à leur condition (Tunisie).

/...

4. Réalisations

17. Parmi les pays qui ont évalué le fonctionnement de leurs mécanismes nationaux, 25 ont donné des précisions sur ce qui avait été fait. Ce sont la recherche, la collecte des données et leur publication qui ont été le plus fréquemment mentionnées (Côte d'Ivoire, Danemark, Finlande, Ghana, Inde, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Madagascar). Ces mécanismes constituent ainsi une importante réserve d'éléments d'information et de données concernant les femmes. Dans plusieurs pays, leurs activités et leurs recommandations ont été à l'origine soit de la mise sur pied de programmes et de projets destinés en propre aux femmes, soit du fait que les femmes ont été expressément visées dans les plans économiques nationaux et participent au processus de planification (Argentine, Honduras, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée).

18. Les rapports citent également les campagnes menées pour faire adopter une législation allant dans le sens de l'égalité. C'est ainsi que les Etats-Unis et la Tunisie ont mentionné le rôle joué par leurs mécanismes nationaux pour promouvoir, respectivement, l'amendement sur l'égalité des droits et le Code du statut personnel.

19. Le Pakistan et le Paraguay ont signalé l'action de leurs mécanismes nationaux en matière d'orientation et d'information sur les droits des femmes. Autre résultat, rapporté par le Bangladesh et le Danemark : le fait que les femmes sont plus nombreuses sur la scène nationale à occuper divers postes se situant au niveau où se prennent les décisions et se définissent les politiques. Le Bangladesh a fait savoir qu'il avait institué un système de quotas pour réserver aux femmes des emplois dans l'administration publique. L'Irlande a signalé un autre résultat, à savoir que l'appareil mis en place chez elle fait fonction d'organe de liaison. Dans le même ordre d'idées, on trouve en Australie un "service d'information populaire", qui non seulement constitue une tribune où les femmes peuvent s'exprimer, mais permet également d'avoir des échos sur ses politiques et ses plans concernant les femmes. En revanche, deux pays ont estimé qu'il était encore trop tôt pour mesurer l'impact de l'action du mécanisme national qui venait d'être mis en place (Pays-Bas, Zaïre).

5. Obstacles au progrès

20. A une exception près (Royaume-Uni), les pays qui ont répondu à la question concernant les obstacles ont tous mentionné l'existence, sous une forme ou sous une autre, de difficultés qui empêchent les organismes ainsi mis en place de bien fonctionner. Les difficultés le plus souvent évoquées dans les rapports sont de trois ordres :

a) Manque total ou insuffisance de fonds (Botswana, Canada, Egypte, Etats-Unis, Inde, Irlande, Islande, Jamaïque, Kenya, Liban, Lesotho, Népal, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Sénégal, Sri Lanka, Suisse, Swaziland) 3/. La Sierra Leone

3/ Que l'absence de fonds constitue un obstacle majeur ressort à l'évidence du fait que l'un des principaux points du programme que la Commission économique pour l'Afrique a défini pour la période 1980-1985 consiste à recommander de renforcer les mécanismes nationaux en les dotant des fonds et du personnel nécessaires. Voir le rapport de la deuxième Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement /Lusaka (Zambie), 3-7 décembre 1979/, par. 56 a).

/...

qui n'a pas créé de mécanisme national a dit que le manque de fonds constituait l'une des grandes difficultés à cet égard. L'Australie et Israël ont signalé qu'en raison de l'inflation, leurs mécanismes se trouvaient devant de sérieux problèmes financiers. Bien que le manque de fonds soit mentionné à la fois par les pays développés et par les pays en développement, c'est là un facteur qui n'a ni les mêmes causes ni les mêmes effets selon qu'il s'agit de la première ou de la seconde catégorie de pays. C'est ainsi que, alors que les pays développés voient généralement dans cette question de disponibilités financières une difficulté qui peut être aplanie grâce à des aménagements budgétaires (Etats-Unis), les pays en développement considèrent, eux, qu'il s'agit là d'un problème d'ordre structurel qui impose, si on veut le résoudre, d'opérer des prélèvements qui coûtent cher à d'autres secteurs de financement essentiels pour le développement. L'Inde, par exemple, signale que le manque de fonds est dû chez elle au fait qu'elle doit faire face en même temps à des demandes et priorités diverses avec des ressources limitées :

b) Manque ou insuffisance de personnel qualifié (Botswana, Finlande, Honduras, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Népal, Philippines, Sri Lanka, Suisse);

c) Comportements culturels, sociaux et religieux qui sont marqués par un esprit de discrimination à l'égard des femmes, renforcent les préjugés contre celles-ci et leur assignent un rôle préconçu dans la société (Allemagne, République fédérale d', Bangladesh, Equateur, Guinée, Inde, Israël, Liban, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, République dominicaine, République-Unie du Cameroun, Venezuela). Parmi les obstacles, le Bangladesh et la République-Unie du Cameroun ont aussi mentionné l'analphabétisme. L'Australie a indiqué que les difficultés économiques générales dues à la récession et à l'inflation tendent à renforcer un esprit généralement conservateur et peu favorable au financement et à la réalisation de programmes positifs d'action en faveur de l'intégration des femmes à la vie du pays;

d) Mandat insuffisant et absence de pouvoir d'exécution (Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Suisse). Les Etats-Unis ont mentionné l'absence d'appui politique.

B. Evaluation

21. L'examen ci-dessus indique que beaucoup de pays membres ont mis sur pied un large éventail de mécanismes institutionnels et administratifs pour intégrer les femmes dans la vie nationale. Si les pays qui ont présenté des rapports ne précisent généralement pas la date de création du dispositif, il est intéressant de noter qu'un grand nombre des institutions en cause ont été créées après 1975. La Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1980) est donc une importante occasion d'évaluer les mécanismes.

22. Dans l'évaluation d'un dispositif national, le critère ultime doit manifestement être le rôle qui lui revient dans le processus de transformation de la condition sociale de la femme en la faisant passer d'une position de subordination à une pleine égalité, sur les plans social, politique et économique, en qualité de participante comme de bénéficiaire. C'est là une tâche concrète qui doit être entreprise pour chaque pays. Mais, dans ses grandes lignes, l'évaluation peut être conduite sur la base des informations fournies par les gouvernements et des recherches générales sur la question.

23. Comme on l'a noté ci-dessus dans l'examen des mécanismes nationaux, l'approche des pays socialistes diffère de celle des pays à économie de marché. Des progrès notables ont été accomplis dans les pays socialistes vers une participation accrue des femmes à tous les aspects de la vie nationale et vers une meilleure protection de leurs droits. En particulier, la participation des femmes aux activités productrices grâce à l'élévation de leur niveau d'instruction et de leur compétence professionnelle est devenue un trait distinctif des économies socialistes, où les femmes constituent de 42 à 51 p. 100 des travailleurs d'usine et des employés de bureau des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM) ^{4/}. La conscience politique des femmes s'est accrue, ce qui leur permet de participer plus pleinement à la vie publique et à l'administration de l'Etat, tandis qu'un système complet de protection du travail féminin et de soins aux mères et aux enfants a notablement amélioré l'état sanitaire des femmes ^{4/}. Les expériences des pays non socialistes ont été différentes et appellent une évaluation plus détaillée.

24. Les rapports indiquent que les rôles et les réalisations des différents mécanismes en différents pays ont été très comparables. Cependant, d'importantes considérations doivent être mises en lumière dans l'évaluation des aspects structurels du mécanisme. Il s'agit de sa place institutionnelle dans l'appareil gouvernemental et des relations qu'il entretient avec les autres secteurs des pouvoirs publics.

^{4/} Conseil d'assistance économique mutuel, Femmes dans la société socialiste, (Moscou, 1979), p. 8.

25. Si certains types de mécanismes nationaux sont installés dans des ministères de types très différents ou rattachés à ceux-ci, il est significatif que la grande variété des titres et portefeuilles des ministères des 37 pays qui ont fourni des informations sur la question se rattachent à un thème sectoriel commun. Dix-neuf avaient installé leur dispositif dans les secteurs sociaux ou d'aide sociale du gouvernement (services sociaux, santé, sécurité sociale, logements) ou les y avaient rattachés 5/; sept, dans des secteurs relevant de la sécurité intérieure, du travail ou de l'administration locale (Australie, Belgique, Botswana, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Royaume-Uni et Thaïlande); cinq avaient créé des ministères indépendants (Bangladesh, Côte d'Ivoire, Paraguay, Togo et Venezuela); et six avaient installé leur dispositif dans des secteurs relevant de la planification et du développement (Guinée, Honduras, Iraq, Lesotho, Nouvelle-Zélande et Sri Lanka).

26. L'importance de la place qu'occupe le dispositif dans la structure gouvernementale d'ensemble tient aux possibilités qui lui sont ainsi données d'influer sur l'élaboration et l'exécution de la politique. Bien qu'on ne puisse mesurer ces possibilités sans analyser concrètement chaque structure gouvernementale et chaque système politique, cette mesure doit se référer à l'accès du dispositif aux services chargés de la planification, de la formulation et du financement des politiques, ainsi qu'à son influence sur ces mêmes services, que l'on reconnaît généralement pour essentielle dans la détermination des orientations du développement et dans la répartition des ressources dans la plupart des pays. Si l'on se rapporte à ce critère, la plupart des dispositifs étudiés n'occupent pas de positions structurelles où leur influence sur l'orientation du développement puisse être décisive 6/. Au contraire, la plupart des mécanismes nationaux sont situés dans le secteur de la protection sociale - secteur qui, malgré son importance, n'est pas directement productif. Le fait de reléguer dans ce secteur les programmes consacrés aux femmes a été généralement considéré par les commentateurs comme un moyen d'aborder les problèmes sociaux, politiques et économiques des femmes sous l'angle du bien-être social, et la mise sur pied d'un dispositif dans ce secteur peut être considérée comme la concrétisation institutionnelle de cette méthode.

5/ L'un de ces pays, la Mauritanie, avait un ministère indépendant dont le mandat se limitait aux questions familiales. Les autres étaient : Allemagne, République fédérale d', Argentine, Autriche, Bahreïn, Egypte, Espagne, Ghana, Haïti, Inde, Islande, Israël, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Madagascar, Norvège, République de Corée, République-Unie du Cameroun et Roumanie.

6/ La même conclusion se retrouve dans les études régionales entreprises au titre de la préparation de la Conférence de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1980). Voir, par exemple, les directives pour un plan d'action adoptées par la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique à la Conférence préparatoire régionale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme tenue à New Delhi (Inde), du 5 au 9 novembre 1979.

27. L'un des plus importants obstacles mentionnés ci-dessus comme freinant les travaux du mécanisme national était le manque d'argent. Si cet obstacle renforce la conclusion atteinte au paragraphe précédent concernant l'insuffisance de l'accès aux services de planification, de financement et de production, il a des répercussions plus profondes et une portée plus large. Comme plusieurs pays l'ont rapporté, le mécanisme national en question n'est que l'une des nombreuses structures nationales de développement qui se disputent des ressources très limitées. La répartition des ressources se fait sur la base d'un classement de demandes concurrentes et le montant attribué en réponse à chaque demande montre l'importance relative qui lui est reconnue dans la planification nationale. Il est donc possible que le financement inadéquat du dispositif national révèle le niveau de priorité que les gouvernements lui attribuent. Les problèmes économiques d'ordre général mettent en cause même cette modeste subvention : dans les crises économiques, le financement de la protection sociale est généralement le premier secteur du budget national où soient opérées des compressions, puisqu'il apparaît non essentiel à l'économie. Deux pays (Australie et Israël) ont ainsi rapporté que l'inflation a entraîné des compressions dans les crédits et les programmes de leur dispositif national.

28. Le mandat du dispositif national constitue un autre élément connexe de l'évaluation de son efficacité. Deux points sont ici à considérer. Le premier concerne l'insuffisance des statuts officiels; et le second, l'effet pratique des mandats. Sur le premier point, plusieurs pays, dont la Belgique, le Danemark, l'Égypte et la Suisse, ont rapporté que l'un des obstacles auxquels se heurte leur dispositif national tenait à la limitation de son mandat et à l'absence de pouvoirs d'application et d'exécution. Sur le deuxième point, on signale que, même si les mandats sont suffisants, il existe un écart considérable entre les statuts officiels du mécanisme et son pouvoir réel d'obtenir des changements. Ainsi, comme on l'a indiqué dans l'examen ci-dessus, les facteurs relevant du comportement et de données socio-culturelles restent l'obstacle le plus constant dans la lutte pour l'égalité, malgré l'existence d'un dispositif national.

29. Il faut présenter une observation finale sur le mandat pour souligner que le rôle des femmes dans la vie nationale est perçu comme relevant de l'action sociale et situer le mandat conféré au dispositif national en certains pays. Dans un pays au moins, l'année dernière, des organismes consultatifs ont été dissous ou leurs dirigeants congédiés pour avoir tenté de lier les problèmes féminins à des questions socio-économiques plus larges, débordant les préoccupations d'ordre social. La leçon à en tirer est que certains gouvernements considèrent que les préoccupations féminines ne sauraient avoir de place hors du secteur de l'aide sociale. Dans une telle situation, toute tentative du dispositif national pour outrepasser la définition sectorielle de son mandat risque de compromettre son existence et l'appui gouvernemental. Cette conception sectorielle du rôle des femmes renforce la division traditionnelle du travail entre les sexes, qui est à l'origine de la subordination des femmes et doit être éliminée.

30. En fonction de l'évaluation qui précède, il est essentiel de réexaminer les notions qui orientent la création d'un mécanisme national. S'il est indiscutable que la création d'un tel dispositif constitue un pas important vers l'amélioration de la condition féminine, ce n'est qu'un pas dans une politique globale visant à intégrer les femmes aux efforts de développement, tant comme contributeurs que comme bénéficiaires 7/.

31. Il est dangereux de considérer la création des institutions ayant pour mandat de représenter les intérêts des femmes comme la preuve d'un engagement définitif, ne supposant aucune action nouvelle ou presque, qu'il s'agisse d'une promesse de fonds ou d'appui politique. Un autre danger existe : ces institutions peuvent être conçues comme l'unique intermédiaire légitime entre le gouvernement et les femmes et par suite bloquer les initiatives des organisations féminines et des autres groupes communautaires. La prolifération des institutions peut ainsi, du fait de la bureaucratisation des initiatives et de la marginalisation des efforts communautaires, réduire ou neutraliser l'efficacité des tentatives des femmes pour influencer les processus de développement.

32. Le succès des mécanismes nationaux a été assez réduit quant à leur influence globale sur les structures et les attitudes socio-économiques. Leur action effective s'est essentiellement limitée à sensibiliser les bureaucraties gouvernementales aux préoccupations concernant le bien-être des femmes. De manière générale, ces dispositifs n'ont pas démontré les rapports fondamentaux qui existent entre les efforts entrepris pour intégrer les femmes à la vie nationale et les préoccupations majeures de notre époque sur les plans économique, social et politique (par exemple : chômage, pauvreté, inégalité et libération). C'est seulement en démontrant la réalité de ces rapports que le dispositif peut commencer à devenir véritablement efficace. On n'entend pas suggérer par là que les dispositifs nationaux n'ont pas eu d'effets positifs. L'étude précédente montre clairement qu'on leur doit d'importantes contributions. Ce qu'il faut souligner, c'est que les résultats atteints, malgré leur importance, n'ont contribué que faiblement à transformer la condition sociale de la femme. Ainsi, il ne faudrait pas considérer les mécanismes nationaux comme un moyen unique et exclusif d'intégration des femmes dans la vie nationale, mais plutôt comme un élément d'un ensemble de moyens de caractère social, économique et politique.

7/ Ce fait a été reconnu par les gouvernements. Ainsi, l'une des recommandations de la Conférence régionale préparatoire de la Conférence mondiale de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, tenue à New Delhi, du 5 au 9 novembre 1979, est que les gouvernements adoptent des stratégies, plans et programmes nationaux propres à être appliqués dans le cadre des politiques globales de développement.

C. Organisations féminines

33. Il ressort de l'évaluation précédente que les mécanismes gouvernementaux ne devraient pas être considérés comme le seul moyen d'intégrer les femmes à la vie nationale. Les organisations féminines sont d'importantes institutions, dont le rôle devrait être réévalué à la lumière de l'évaluation en question. Comme il est indiqué plus haut, ces organisations ne sont généralement pas classées dans la catégorie des mécanismes nationaux à proprement parler. Cependant, dans la mesure où elles visent à intégrer les femmes à la vie nationale, elles secondent les efforts des gouvernements. Les paragraphes 46 1) et 48 du Plan d'action mondial reconnaissent l'importance des organisations féminines et engagent vivement à les promouvoir et à leur fournir un appui 8/. Malheureusement, 40 pays seulement ont communiqué des renseignements sur ces organisations et, sauf dans certains cas où des rapports complémentaires ont été joints au questionnaire, les renseignements fournis étaient trop généraux et trop insuffisants pour former la base d'un examen et d'une évaluation concluants. Ainsi, dans ce qui suit, certaines considérations d'ordre général sont examinées sur la base des informations et des données de recherche disponibles.

34. Outre l'action directe des gouvernements pour faire progresser l'intégration des femmes à la vie nationale, des organisations féminines autonomes fonctionnent dans presque tous les pays. Dans les pays où il n'existe officiellement aucune institution gouvernementale pour intégrer les femmes à la vie nationale, les organisations féminines acquièrent une importance accrue et, dans un certain nombre de pays, elles deviennent la seule forme de mécanisme disponible. Ces organisations remplissent au moins trois importantes fonctions :

- a) Mobiliser la population à la base pour tenter d'influer sur les politiques nationales;
- b) Suivre et évaluer les politiques, les plans et les programmes gouvernementaux et mettre en oeuvre des programmes indépendants;
- c) Servir de tribune et offrir aux femmes un réseau d'appui, en sensibilisant les femmes à leur condition et en leur donnant confiance en leur aptitude à provoquer des changements.

35. En tant que force sociale mobilisée, les organisations féminines peuvent avoir une incidence sur les politiques et les plans gouvernementaux de manière à transformer la condition de la femme. Les rapports entre les gouvernements et les organisations féminines sont variables et dépendent à la fois de l'orientation politique et de l'attitude du gouvernement concerné à l'égard des femmes. Cependant, quelle que soit la nature de ces rapports, ces organisations jouent un rôle capital

8/ Les conférences régionales ont également reconnu l'importance des organisations féminines. Voir, par exemple, le Programme d'action régional, 1981-1985, adopté par la Commission économique pour l'Asie occidentale à la Réunion préparatoire régionale en vue de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue à Damas (Syrie), du 10 au 13 décembre 1979.

en identifiant les problèmes, en suivant l'exécution des programmes présentant un intérêt particulier pour les femmes et, dans de nombreux pays, en offrant aux femmes des services spéciaux.

36. La plupart des pays ayant fait rapport sur le rôle des organisations féminines ont indiqué qu'elles étaient encouragées à participer au processus de planification. Le type d'encouragement fourni allait du simple soutien moral à un important soutien financier et matériel. Ainsi, l'Inde a signalé que le Gouvernement finançait 75 à 90 p. 100 du coût des projets mis en oeuvre par les organisations féminines et ayant reçu son approbation.

37. Le critère pour évaluer le rôle des organisations féminines doit être leur capacité d'influer sur les politiques gouvernementales. Les organisations féminines ont enregistré des succès dans presque tous les pays. Par exemple, l'empreinte du Maendeleo ya Wanawake (Progrès des femmes), la plus importante organisation féminine du Kenya, apparaît clairement dans les lois relatives au mariage et au droit de succession en cours d'examen. Cette organisation a obtenu un appui national et a envoyé des délégations en force pour participer aux divers débats sur les lois relatives au mariage et au droit de succession, afin de garantir, entre autres, que les droits des femmes en matière de propriété, qui jusque-là n'étaient pas reconnus par la loi, soient pris en compte dans les nouvelles lois. De même, les Etats-Unis ont indiqué que les organisations féminines avaient été les principaux agents du contrôle de l'application du Plan d'action mondial et qu'en faisant pression sur les divers secteurs de la vie nationale, notamment l'emploi, l'enseignement et les sports, elles avaient ouvert aux femmes de nouvelles perspectives dans ces domaines. Les organisations féminines avaient également contribué à formuler une stratégie nationale pour les femmes. Dans de nombreux pays, ces organisations sont également parvenues à offrir des services spécialement à l'intention des femmes. Par exemple, elles ont établi des centres bien gérés s'occupant de questions relatives à la santé et à la reproduction, à l'assistance judiciaire, à la santé mentale, au viol, à l'avortement, à l'orientation professionnelle, aux femmes battues et aux femmes évincées de leur foyer. Dans les pays où il n'existe pas officiellement de mécanisme gouvernemental, les organisations féminines ont joué un rôle tout aussi fondamental. Ainsi, au Brésil, où il n'existe pas de mécanisme officiel, le Movimento Contra a Carestia (Mouvement contre la cherté de la vie), organisation nationale lancée par les femmes, a acquis une très large audience dans la population et est devenu, selon le rapport du Brésil "l'un des mouvements sociaux actuellement les plus importants au Brésil".

38. A ce niveau, les organisations de femmes ont été généralement efficaces. Cependant, il faut les évaluer dans une optique plus large, en considérant leur aptitude à faire évoluer la condition de la femme. Excepté dans les pays socialistes, et dans les pays récemment engagés dans une lutte de libération, pour lesquels on dispose de renseignements détaillés sur les activités des branches féminines des mouvements de libération, ces organisations ont tendance à avoir des préoccupations de portée limitée, limitant leur champ d'action aux questions de bien-être social au lieu de lutter pour transformer la société. Les progrès et le rôle des femmes dans les pays socialistes ont été mentionnés précédemment.

39. Les femmes ont apporté une vaste contribution aux luttes de libération nationale contre le colonialisme en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elles ont continué de jouer un rôle important dans la reconstruction des pays libérés et de participer à l'édification de nouvelles sociétés. En particulier, l'intégration et la participation des femmes à tous les aspects et à tous les niveaux de l'administration et de la vie publique et politique de pays récemment libérés comme le Mozambique, l'Angola et la Guinée-Bissau offrent une perspective encourageante à l'émancipation des femmes dans ces pays 9/.

40. L'un des pays (Singapour) qui a fait rapport sur les organisations féminines, s'est fait l'écho de l'expérience de nombreux autres en faisant observer que ces organisations :

"s'occupent exclusivement de certains groupes, tels que les femmes des classes moyennes ou supérieures. Elles répondent surtout aux besoins récréatifs et sociaux de leurs membres. D'une manière générale, elles ne sont pas sensibilisées aux problèmes réels des femmes - leur statut inférieur dans le mariage, le traitement discriminatoire à l'égard des femmes dans le domaine de l'emploi ... les lourdes responsabilités qui pèsent sur les mères de famille qui doivent travailler tout en s'occupant des soins du ménage sans grande aide du mari, etc... Les femmes dynamiques font défaut aux postes de responsabilité, soit en raison des attitudes traditionnelles de la société qui ne sont pas favorables à l'entrée des femmes dans la vie politique, soit en raison de la fatuité des femmes cadres et des femmes aisées ..."

Les femmes, comme tout autre groupe social, se différencient entre elles par la classe à laquelle elles appartiennent, leurs intérêts et leurs origines. De ce fait, un grand nombre d'organisations féminines ne représentent pas nécessairement les intérêts de toutes les femmes, ni même de la majorité d'entre elles.

41. Des élections ont été gagnées ou perdues pour des questions de réforme agraire et des gouvernements ont été renversés en raison de leur politique de l'emploi, mais aucun gouvernement actuellement au pouvoir ne s'y maintient ou n'en est écarté en raison de sa politique à l'égard des femmes 10/. En dernière analyse, les organisations féminines devraient être évaluées en fonction de la mesure où les gouvernements considèrent leurs préoccupations comme des questions susceptibles d'affecter leur stabilité. Elles devraient être évaluées compte tenu de la mesure où elles ne sont pas perçues comme des groupes d'intérêts particuliers, dont les préoccupations relèvent d'organes sectoriels particuliers, mais comme une force susceptible d'atteindre des objectifs nationaux et d'influer sur les processus internationaux.

9/ Voir Arlene E. Bergman, Women of Vietnam (San Francisco, Peoples Press, 1975); Documents da 2a Conferência da Organização da Mulher Mocambicana, Maputo 10 a 17 de Novembro de 1976; Stephanie Urdang, Fighting Two Colonialisms : Women in Guinea-Bissau (New York, Monthly Review Press, 1979); Zimbabwe African National Union, "Women's liberation in the Zimbabwean struggle", document établi par le Séminaire des femmes de la Zanu, Maputo, mai 1979; Conseil d'assistance économique mutuelle, Les femmes dans la société socialiste (Moscou, 1979).

10/ Hanna Papanek, "Development planning for women", in Wellesley Editorial Committee, éd. Women and National Development : The Complexities of Change (Chicago, University of Chicago Press, 1977), p. 14. /...

II. LEGISLATION

42. L'existence de dispositions constitutionnelles et législatives garantissant le principe de la non-discrimination fondée sur le sexe et, le cas échéant, sur l'âge et la situation matrimoniale est la condition essentielle de toute égalité réelle et de la participation intégrale de la femme, sur un pied d'égalité avec l'homme, au développement politique, social, économique et culturel. Cette condition n'est toutefois pas suffisante en elle-même. Les valeurs et les attitudes sont le produit d'une longue évolution sociale. Or, les gouvernements ont un rôle à jouer à cet égard car ils peuvent largement contribuer, en adoptant les dispositions législatives et administratives qui s'imposent à induire un changement de comportement et, partant, une transformation des attitudes.

43. Les dispositions législatives doivent être complétées par des mesures et mécanismes d'exécution appropriés, faute desquels les dispositions en question resteront lettre morte, sans parler du fait que l'absence d'un tel système encourage le manque de respect envers la loi. La législation sociale, en particulier, est souvent en avance par rapport aux attitudes et aux valeurs traditionnelles qui demeurent profondément enracinées dans la mentalité. C'est pourquoi, seules des mesures d'exécution efficaces peuvent venir à bout de cette tâche difficile mais nécessaire qui est de changer les valeurs.

44. Egalement importante est l'aptitude des femmes, à mettre à profit les dispositions et les garanties juridiques, ce qui suppose non seulement qu'elles soient informées et pleinement conscientes de leurs droits, et ce n'est pas toujours le cas pour des raisons diverses - analphabétisme, isolement, etc. - mais aussi qu'elles soient capables d'obtenir justice. Là, des difficultés surgissent par suite du manque d'indépendance économique dont souffrent les femmes, de l'attitude hostile de la collectivité à leur égard et de l'absence d'intermédiaires capables de les aider à obtenir l'assistance juridique nécessaire.

45. Dans les pays de droit coutumier, les femmes sont en général au courant de leurs droits et des moyens dont elles disposent pour les faire respecter. Lorsque la coutume fait place au règlement, le droit devient souvent une notion plus lointaine, plus inaccessible, dont l'application est à la fois coûteuse et complexe. Les groupes les plus défavorisés ont davantage de difficultés à obtenir justice.

46. L'existence de lois interdisant la discrimination fondée sur le sexe et, le cas échéant, sur la situation matrimoniale, est une condition essentielle dans tous les secteurs de l'activité nationale.

47. Dans le Plan d'action mondial 11/, l'accent a été mis sur la nécessité de veiller à l'adoption et à l'application de dispositions constitutionnelles et législatives qui garantissent le principe de la non-discrimination fondée sur le sexe et de l'égalité des droits et des responsabilités des hommes et des femmes, de telles dispositions pouvant largement contribuer à influencer et à modifier les attitudes du public et des particuliers. Le Plan recommande aux gouvernements de réviser et de mettre à jour, le cas échéant, conformément à des normes internationales reconnues celles de leurs lois qui affectent la condition de la femme pour en assurer l'application.

11/ Voir Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (publication des Nations Unies, numéro de vente F.76.IV.1), chap. II, sect. A, par. 37-40 et 46 f). /...

48. Le Plan recommande en outre de confier à des organes appropriés - commissions des droits de l'homme, associations pour la défense des libertés civiles, commissions de recours, services de conseil juridique, ombudsman - le soin de garder constamment à l'étude les lois et règlements nationaux. Il conseille aux gouvernements de faire le nécessaire pour ratifier les conventions internationales pertinentes et appliquer leurs dispositions dans leur législation nationale.

49. Enfin, le Plan souligne la nécessité d'informer les femmes de leurs droits de les renseigner à ce sujet et de leur fournir une assistance.

50. Les textes législatifs et les dispositions adoptés par les pays, qui sont passés en revue dans le chapitre suivant sont conformes aux recommandations susmentionnées du Plan d'action mondial. La présente section traite des dispositions législatives et constitutionnelles, des sanctions et/ou des recours prévus en cas de violation de ces dispositions, des mesures prises pour informer les femmes de leurs droits et de leurs responsabilités et de l'assistance judiciaire qui leur est fournie, des effets sur la condition de la femme, des divergences pouvant exister entre le droit civil et le droit coutumier religieux, de la nationalité et du droit civil.

A. Dispositions législatives et/ou constitutionnelles garantissant l'égalité de droits

51. Les gouvernements qui ont répondu au questionnaire ont tous déclaré, à quelques rares exceptions près, que leur constitution ou leur législation contenait des dispositions garantissant l'égalité des droits des hommes et des femmes. Faisaient exception à la règle, Saint-Marin (CEE) qui, en 1978, avait créé une commission gouvernementale dont le rôle était d'obtenir l'égalité des femmes devant la loi, le Pérou (CEPAL) qui a reconnu que certains de ses codes juridiques contenaient encore des dispositions ayant un caractère discriminatoire à l'égard des femmes, et la République dominicaine (CEPAL) qui a signalé que son droit civil ne reconnaissait pas aux femmes mariées les mêmes droits qu'aux hommes. La Sierra Leone (CEA) a indiqué que les lois du pays ne contenaient pas de dispositions garantissant le principe de l'égalité, l'absence de discrimination dans les pays rendant inutiles de telles dispositions. Les garanties citées par la plupart des pays qui ont répondu au questionnaire avaient des fondements très divers qui pouvaient aller des traditions séculaires au droit islamique, en passant par les dispositions constitutionnelles et législatives.

52. Dans la plupart des cas, les dispositions mentionnées étaient déjà en vigueur avant la période examinée. Néanmoins, un grand nombre de gouvernements ont fait état de nouvelles dispositions législatives ou constitutionnelles favorables aux femmes, adoptées pendant la période en question.

53. La liste des dispositions prises par les Etats membres de la CESAP est impressionnante. En Chine, la constitution adoptée par le Congrès du peuple en 1975 et 1978 stipule l'égalité des droits des femmes et des hommes dans tous les domaines de la vie politique, économique (application du principe "à travail égal, salaire égal") culturelle, sociale et familiale. En Inde, le Equal Remuneration Act (loi sur l'égalité des salaires) de 1976 interdit la discrimination dans

/...

l'emploi pour des motifs de sexe et stipule l'égalité de rémunération des hommes et des femmes accomplissant le même travail. En Nouvelle-Zélande, le Human Rights Commission Act (loi portant création de la Commission des droits de l'homme), de 1977, interdit la discrimination fondée sur le sexe et la situation matrimoniale. Une loi similaire est proposée en Australie. En Nouvelle-Zélande, diverses lois ont été promulguées qui contiennent des dispositions visant à éliminer la discrimination fondée sur le sexe ^{12/}. Deux Etats d'Australie, Australie-méridionale et Nouvelle-Galles du Sud, ont adopté respectivement en 1975 et en 1977 les Sex Discrimination Acts (lois contre la discrimination fondée sur le sexe) et un troisième Etat, Victoria, a promulgué, en 1977, le Equal Opportunity Act (loi sur l'égalité des chances). Le quatrième Etat, la Tasmanie, a déposé au Parlement, en décembre 1978, un projet de loi contre la discrimination. De son côté, le Gouvernement australien a annoncé son intention de présenter un projet de loi portant création d'une commission des droits de l'homme, dont le rôle principal serait d'examiner dans quelle mesure les lois, actes et pratiques fédérales en vigueur étaient conformes au Pacte international relatif aux droits civils et politiques - un certain nombre de droits mentionnés dans le Pacte figurent également dans le Plan d'action mondial (par. 46). En Thaïlande, l'Association des fermes juristes a réussi, à force de persévérance, à faire modifier la constitution de façon que celle-ci stipule l'égalité des droits des femmes et des hommes.

54. Plusieurs pays de la CEE ont adopté ou appliqué de nouvelles lois visant à interdire la discrimination fondée sur le sexe ou modifié leur constitution dans ce sens. La Constitution d'octobre 1977 de l'Union des Républiques socialistes soviétiques renforce les dispositions garantissant l'égalité des droits des femmes et des hommes et assurant une protection spéciale à la famille qui existaient déjà. En 1975, la Roumanie a modifié sa constitution de façon à renforcer le principe de l'égalité juridique et à éliminer toute discrimination fondée sur le sexe. En Espagne, ce même principe est reconnu dans la Constitution de 1978. Les Etats-Unis d'Amérique ont indiqué, dans leur rapport, que la législation des Etats et la législation fédérale garantissait le principe de l'égalité des droits mais que l'adoption de l'Equal Rights Amendment (amendement sur l'égalité des droits) constituerait un pas essentiel vers l'application du principe de l'égalité de droit des femmes et des hommes devant la loi. En Suisse, un nouveau projet de constitution publié en 1978 par un groupe d'experts stipule l'égalité des femmes et des hommes dans les domaines de la famille, de l'éducation, de l'accès à l'emploi et des salaires. En 1975, le Royaume-Uni a adopté deux lois, à savoir, le Sex Discrimination Act (loi relative à la discrimination fondée sur le sexe) et le Equal Pay Act (loi sur un salaire égal). Au Canada, le Canadian Human Rights Act (loi sur les droits de l'homme) qui est entré en vigueur en 1978, est destiné, entre autres, à renforcer la position des femmes. En Norvège, la loi No 45 de 1978 a eu pour effet d'améliorer la condition féminine. L'Autriche a adopté trois lois qui touchent la condition de la femme : la loi fédérale modifiant les effets juridiques du

^{12/} Le Domicile Act (loi sur le domicile) de 1976 (qui n'est pas encore en vigueur), le Juries Amendment Act (loi portant modification des jurys) de 1976, le Government Superannuation Fund Amendment (amendement relatif à la Caisse des retraites du gouvernement) de 1975, le Matrimonial Property Act (loi sur les biens matrimoniaux) de 1976, le Citizen Act (loi sur la citoyenneté) de 1977 et le State Services Amendment Act (loi portant modification des services d'Etat), de 1978. /...

mariage (1975), la loi fédérale portant amendement de la loi sur la succession entre époux, de la loi régissant la propriété entre mari et femme et de la loi relative au divorce (1978) et la loi fédérale modifiant la loi sur les relations entre parents et enfants (1977). En 1976, l'Islande a adopté la loi sur l'égalité des femmes et des hommes. Enfin, la Suède et les Pays-Bas ont déposé des projets de loi sur l'égalité des chances dans l'emploi.

55. D'après les informations communiquées par l'Iraq, la nouvelle loi sur les droits civils de 1977 garantit aux femmes iraqiennes tous les droits dont jouissent les hommes, ne laissant ainsi aucune place à la discrimination.

56. Les dispositions constitutionnelles dont trois gouvernements font état dans leurs rapports non seulement garantissent l'égalité, devant la loi, des femmes et des hommes, mais prévoient un traitement spécial en faveur des femmes. La Suède, notamment, a modifié sa Constitution de 1974 afin de faire en sorte qu'aucune loi ni aucun décret ne puisse être interprété comme autorisant la discrimination fondée sur le sexe, sauf si ladite discrimination a pour but de modifier la condition de la femme dans le sens de l'égalité. La constitution indienne stipule que rien ne peut empêcher l'Etat d'adopter des mesures spéciales en faveur des femmes et des enfants. Le Pakistan a indiqué que sa constitution prévoyait un traitement spécial en faveur des femmes.

57. Trois gouvernements ont signalé qu'ils avaient entrepris un examen global de leur législation. Aux Etats-Unis, il est procédé actuellement, sur instructions du Président, à une étude complète de toutes les lois, règlements et principes directeurs dans le but d'en éliminer toute trace d'inégalité fondée sur le sexe. En Nouvelle-Zélande, il a été suggéré au gouvernement de passer en revue, d'ici à 1980, toutes les dispositions législatives, en vue de repérer celles qui ont un caractère discriminatoire ou qui sont contraires au principe de l'égalité. La Grèce a indiqué dans son rapport qu'elle avait créé un comité spécial chargé de réviser les clauses du code civil, de façon à assurer l'égalité intégrale des femmes et des hommes d'ici à 1982.

B. Sanctions et/ou recours en cas de violations

58. Un certain nombre de pays ont communiqué la liste des recours et des sanctions, ou les deux à la fois, prévus par la loi en cas de violations des dispositions constitutionnelles ou législatives qui garantissent l'égalité des droits des femmes et des hommes et la non-discrimination fondée sur le sexe. Trois pays de la région de la CEPAL - Cuba, le Honduras et le Paraguay - ont signalé l'existence de sanctions et de recours en cas de violations des dispositions qui garantissent l'égalité juridique des personnes des deux sexes et ont énuméré les procédures suivies en pareil cas. Dans la région de la CEA, un certain nombre de pays ont également mentionné de telles procédures dans leurs rapports. Ce sont, entre autres, le Botswana, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Swaziland et la Tunisie. Le Kenya, Maurice et la Tunisie ont cité en outre, les instances chargées de s'occuper de ces questions. Trois des cinq pays de la CEA qui ont répondu au questionnaire ont mentionné l'existence de sanctions. Le Koweït a précisé que toute violation de la loi était considérée comme une violation de la constitution, avec toutes les conséquences que cela entraîne sur le plan juridique.

59. Dans la plupart des pays, des recours pouvaient être introduits devant les instances judiciaires (tribunaux de droit commun, tribunaux civils ou conseils des prud'hommes). L'Autriche, l'Egypte, les Etats-Unis, l'Inde et la Suisse ont fait état, dans leurs rapports, de cas sérieux de discrimination fondée sur le sexe dont les tribunaux avaient été saisis. A l'occasion d'une affaire jugée /...

en 1976, le ministère du travail des Philippines a décrété que la règle appliquée par les compagnies aériennes, consistant à mettre fin automatiquement au contrat des membres du personnel de bord qui se mariaient, était contraire à la Constitution et au code du travail de 1974.

60. Depuis 1975, plusieurs gouvernements ont créé des organes spécialement chargés, en marge des tribunaux, de connaître des cas de discrimination. Au Canada, il existe la Commission des droits de l'homme. Dans l'Union des Républiques socialistes soviétiques, une Commission permanente est chargée des questions relatives au travail et aux conditions de vie des femmes et à la protection des mères et des enfants. Le Royaume-Uni a la Equal Opportunity Commission (Commission pour l'égalité des chances). En Norvège, il existe une Commission de recours pour l'égalité des droits et un ombudsman également chargé de cette question. En Islande, il existe un Conseil de l'égalité. En Australie, en vertu des lois portant création des Commissions des droits de l'homme promulguées par les Etats, il existe un Commissioner Counsellor for Equal Opportunity (Commissaire-conseiller en matière d'égalité des chances) et un Inquiry Board (Service de renseignements). La Nouvelle-Zélande a institué la Human Rights Commission (Commission des droits de l'homme) et le Equal Opportunities Tribunal qui est chargé de faire respecter le principe de l'égalité des chances. Les lois qui sont envisagées en Suède prévoient également l'adoption du système de l'ombudsman ainsi que la création d'une commission chargée d'assurer l'application du principe de l'égalité.

C. Mesures destinées à informer les femmes de leurs droits

61. Les rapports soumis par un grand nombre de gouvernements de toutes les régions du monde font état des mesures prises pour mieux informer les femmes de leurs droits et des divers moyens employés à cet effet.

62. Dans la plupart des régions, les pays ont principalement recours aux campagnes d'information organisées par les médias, encore que, de l'avis de certains gouvernements, ces campagnes n'ont qu'une efficacité limitée à cause du taux extrêmement élevé d'analphabétisme.

63. La publication de brochures et d'opuscules destinés à faire prendre conscience aux femmes de leurs droits et de leurs obligations aux termes de la loi était également une formule à laquelle un certain nombre de pays dont l'Australie, le Canada, la Colombie, Cuba, le Danemark, le Honduras, la Norvège, la Roumanie, le Royaume-Uni et l'Uruguay, avaient recours.

64. Des séminaires et des conférences d'information, ou les deux à la fois, avaient lieu en Colombie, à Cuba, dans la République dominicaine, en Inde et à Singapour. La Jamahiriya arabe libyenne et le Kenya ont fait mention de réunions organisées par les associations féminines afin d'instruire les femmes de leurs droits et de leurs devoirs.

65. Plusieurs gouvernements, notamment dans la région de la CEE, ont indiqué que les services d'assistance juridique jouaient un rôle important dans ce domaine. Aux Philippines, les femmes trouvent une assistance auprès d'organismes

/...

gouvernementaux tels que le Citizens Legal Assistance Office (Bureau d'assistance juridique) et le Bureau of Agrarian Legal Assistance (Bureau chargé de l'assistance juridique pour les questions agraires). Aux Philippines et à Singapour, l'Association des femmes juristes a organisé des bureaux d'assistance et des services de consultation juridique.

D. Effets sur la condition de la femme des divergences éventuelles entre le droit civil et le droit coutumier/religieux

66. Un certain nombre de pays ont répondu à la question qui leur était posée, à savoir quelle était la loi qui prévalait en cas de divergence entre le droit civil et le droit coutumier ou religieux. En revanche, aucun renseignement n'a été fourni au sujet des effets possibles de ces divergences sur la condition de la femme. Par ailleurs, la quasi totalité des pays qui ont répondu au questionnaire ont indiqué qu'en cas de conflit, le droit civil prévalait dans tous les cas.

67. Les gouvernements des pays appartenant à la CEE qui ont répondu à cette question ont déclaré que la législation civile avait toujours force exécutoire. Seul le Royaume-Uni et l'Espagne ont nuancé leurs réponses. Ainsi, le Gouvernement du Royaume-Uni, ayant pour politique d'éviter tout conflit avec les religions officielles, avait été amené à faire un compromis dans une des sections de la loi relative à la discrimination fondée sur le sexe. L'Espagne a indiqué que l'âge auquel une femme catholique pouvait se marier différait selon qu'il s'agissait du mariage religieux (12 ans) ou du mariage civil (14 ans).

68. La plupart des pays de la région de la CEPAL ont déclaré qu'il n'existait aucune divergence entre le droit civil et le droit coutumier ou religieux, de sorte que, d'après leurs rapports, le droit civil prévalait dans tous les cas.

69. Certaines exceptions sont à signaler dans la région de la CESAP. Aux Philippines, un décret présidentiel de 1977 a codifié et promulgué sous forme de lois les dispositions du droit coutumier islamique applicables aux communautés musulmanes. A Singapour, le droit civil prévalait, sauf lorsqu'il s'agissait du mariage, domaine dans lequel la législation religieuse prenait le pas sur la législation civile. Seul le Pakistan a signalé dans son rapport qu'en cas de conflit entre les deux régimes juridiques, c'était le droit religieux qui prévalait. Au Népal, aucune divergence n'était censée exister, presque toutes les lois ressortissant au droit coutumier ou religieux étant codifiées sous la forme de lois civiles.

70. La plupart des pays de la région africaine, à l'exception, toutefois, du Botswana, de Maurice et de la Sierra Leone, ont indiqué, dans leurs rapports, qu'il existait effectivement certaines divergences entre le droit civil et le droit coutumier religieux mais tous ont signalé qu'en cas de conflit entre les deux régimes juridiques, le droit civil était celui qui prévalait.

E. Nationalité

71. Les gouvernements de toutes les régions ont indiqué que les femmes possédaient les mêmes droits que les hommes pour ce qui est d'acquérir, de changer ou de conserver leur nationalité. Toutefois, un certain nombre de pays ont signalé qu'une femme qui se mariait avec un étranger perdait automatiquement sa nationalité.

L'Australie a donné une réponse moins catégorique, indiquant que, dans certains cas, la loi était favorable au mari. En Irlande et en Autriche, une femme pouvait acquérir la nationalité de son mari sur simple déclaration, possibilité qui n'était pas offerte au mari. Aux Pays-Bas, les femmes non mariées avaient les mêmes droits que les hommes mais il n'en allait pas de même des femmes mariées. Un projet de loi visant à corriger cette anomalie avait été proposé.

72. Il ressortait des rapports présentés par les gouvernements que la perte de la nationalité de l'épouse par suite de son mariage avec un étranger était loin d'être la règle. En fait, la plupart des gouvernements, y compris tous ceux qui sont situés dans les régions de la CESAP et de la CEPAL ont indiqué qu'un tel mariage n'affectait pas automatiquement la nationalité de l'épouse. Au Canada, toutefois, une femme indienne mariée à un Blanc perdait son droit à l'immatriculation. Le gouvernement avait l'intention d'éliminer cette injustice. En Belgique et à Saint-Marin, une femme qui se mariait avec un étranger perdait automatiquement sa nationalité. En Belgique, toutefois, le Comité consultatif de la condition féminine avait l'intention de soumettre des propositions en vue de modifier la loi. Sept pays de la CEA ont signalé qu'un tel mariage entraînait la perte de la nationalité de la femme, encore que celle-ci pouvait éventuellement retrouver sa nationalité, - c'était notamment le cas au Swaziland, si le mariage était dissous.

73. Pour ce qui est de la transmission de la nationalité aux enfants, la plupart des gouvernements, en particulier ceux de tous les pays de la CESAP et de la CEPAL, ont indiqué que les hommes et les femmes bénéficiaient du même régime juridique. Dans la région de la CEE, en revanche, les lois variaient considérablement d'un pays à l'autre. En Autriche, en Finlande, en Islande, en Norvège et dans la République fédérale d'Allemagne, un enfant né hors mariage recevait la nationalité de la mère. En Turquie, une femme ne pouvait, en aucun cas, transmettre sa nationalité à son enfant, à moins que le père ne soit apatride ou soumis au jus soli. Les Pays-Bas ont signalé que, dans le domaine en question les femmes n'avaient pas les mêmes droits que les hommes mais qu'un projet de loi était envisagé afin de modifier cette situation. En Autriche, en Belgique, en Finlande et en Norvège, l'enfant recevait la nationalité du père. La Norvège et la Belgique avaient l'intention de modifier cet état de choses. Au Royaume-Uni, seuls les hommes pouvaient transmettre leur nationalité à leurs enfants nés à l'étranger ce qui, d'après les indications fournies par le gouvernement, ne semble pas devoir changer. Dans la région de la CEA, le Bénin, le Botswana, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne, le Kenya, Madagascar, la République-Unie du Cameroun, la Sierra Leone et le Swaziland ont indiqué que, chez eux, la règle du jus sanguinis s'appliquait également aux hommes et aux femmes, ce qui, en revanche n'était pas le cas en Mauritanie, à Maurice, au Sénégal, au Togo ni en Tunisie.

F. Droit civil

74. Les réponses aux questions posées sous cette rubrique ont été présentées de diverses manières. Certains pays de la CESAP tels que le Japon et la Mongolie ont donné des réponses d'ordre général. La Mongolie a déclaré : "La législation familiale en République populaire mongole est destinée à renforcer la famille, à améliorer les relations familiales et assurer l'égalité des femmes et des hommes dans la vie de tous les jours". D'autres pays ont donné peu de détails dans leurs réponses à des questions précises. Toutefois, la majorité d'entre eux ont fourni des renseignements circonstanciés qui sont analysés ci-après sous les rubriques correspondantes. Dans la région de la CEE, les femmes mariées et non mariées sont en droit civil sur un pied d'égalité avec les hommes. Il existe toutefois de légères variations dans tous les aspects de la législation civile, par exemple aux Etats-Unis au niveau du gouvernement des Etats, au Canada au niveau des gouvernements provinciaux, et au Royaume-Uni en ce qui concerne l'Ecosse. Le Canada signale qu'une réforme est en cours pour corriger les inégalités qui existent dans les lois provinciales.

1. Droits de propriété

75. Si la vaste majorité des gouvernements ayant envoyé une réponse ont affirmé que l'égalité des droits de propriété des hommes et des femmes existait, on constate des divergences considérables à cet égard.

76. Dans la région de la CESAP, le Code civil japonais a été amendé en 1976 pour assurer l'égalité entre hommes et femmes au regard des droits de propriété et de succession (également en ce qui concerne le mariage, le divorce et les droits des parents). L'Inde, le Népal et les Philippines, tout en déclarant qu'il y a égalité, nuancent cette affirmation. L'Inde ajoute que cette égalité n'existe pas en droit hindou pour les femmes décédées sans testament. Au Népal, la loi limite l'exercice du droit des femmes sur les biens immeubles dans certains cas non spécifiés. Aux Philippines, bien que les femmes non mariées aient les mêmes droits que les hommes pour ce qui est de l'acquisition, de l'administration, de la jouissance et de la disposition de biens ainsi que pour ce qui est des droits de succession, le mari seul est l'administrateur des biens conjugaux.

77. Haïti et la Bolivie, qui sont des exceptions dans la région de la CEPAL, indiquent que les femmes mariées ont besoin de l'autorisation de leur mari pour acquérir ou vendre des biens. A Haïti, selon l'article 20 du Code civil, les femmes perdent leurs droits civils par le mariage et deviennent des mineures.

78. Tous les pays africains ayant donné des réponses ont indiqué que cette égalité existait. Toutefois, à Maurice et au Swaziland, alors qu'aucune distinction n'est faite entre les hommes et les femmes non mariées, les droits des femmes mariées diffèrent de ceux de leurs époux.

79. Tous les pays de la CEE ont indiqué que les femmes jouissaient, en ce qui concerne les droits de propriété, des mêmes droits que les hommes pendant le mariage et à sa dissolution.

2. Capacité juridique

80. Tous les pays de la CESAP et huit pays de la CEA ont indiqué que les femmes avaient la même capacité juridique que les hommes, bien que la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Maurice, le Sénégal, la Sierra Leone, le Swaziland, le Togo et la Tunisie aient signalé que ce n'était pas le cas chez eux. Dans la région de la CEPAL, seuls Haïti et le Honduras n'accordent pas l'égalité de capacité juridique aux femmes. Les pays de la CEE ont indiqué dans leurs réponses que le droit à l'égalité de capacité juridique était reconnu aux femmes, notamment en ce qui concerne l'âge de la majorité. Le Danemark fait mention de la loi sur la capacité juridique de 1976, telle qu'elle a été amendée en 1978, qui a aidé à renforcer la position des femmes. Selon le Code civil hongrois - loi IV de 1977 - tous les citoyens ont la capacité juridique indépendamment du sexe. L'Irlande a fait remarquer que la Commission de la réforme juridique est en train de revoir certaines dispositions du droit irlandais qui permettent à un homme de poursuivre en justice un autre homme qui a des relations sexuelles avec sa femme, alors que la femme ne semble pas bénéficier d'un droit analogue.

3. Liberté de circulation

81. En ce qui concerne ce droit, tous les gouvernements de la CESAP, à l'exception de l'Australie et des Philippines, ont déclaré que l'égalité existait à cet égard entre hommes et femmes. L'Australie a signalé que sa Loi sur les migrations comportait des dispositions spéciales concernant les femmes; aux Philippines, une femme mariée doit adopter la résidence de son mari.

82. Des 14 pays africains qui ont répondu à la question concernant l'égalité en matière de liberté de circulation, 11 ont répondu par l'affirmative, alors que la Mauritanie, le Sénégal et le Swaziland ont répondu par la négative. Ainsi, au Swaziland, bien que les femmes non mariées aient le même droit à la liberté de circulation que les hommes, les femmes mariées ne peuvent changer de domicile qu'avec le consentement de leur mari.

83. A deux exceptions près, tous les pays de la CEE qui ont fourni des réponses, ont indiqué que les femmes avaient les mêmes droits légaux que les hommes en ce qui concerne la circulation des personnes. Toutefois, la Turquie a mentionné le rôle du mari, en tant que chef de la famille, dans le choix du domicile; la femme peut demander à avoir un domicile séparé lorsque le mariage est en butte à des difficultés. L'Irlande est en train de revoir la législation selon laquelle une femme mariée est tenue de partager le domicile de son mari.

84. Parmi les pays de la CEPAL, seul le Honduras n'accorde pas aux femmes l'égalité en matière de liberté de circulation.

4. Consentement au mariage

85. L'égalité des hommes et des femmes en ce qui concerne le consentement au mariage est garantie dans les 15 pays d'Afrique qui ont envoyé des réponses sauf un; le Togo a indiqué que cette égalité n'était pas garantie.

86. Tous les gouvernements de la CEE et de la CEPAL ont indiqué que le principe de l'égalité de condition du mari et de la femme était assurée pour chaque personne contractant le mariage de son plein gré. Toutefois, la Turquie a signalé que si c'était vrai en théorie, un tribunal avait cependant statué qu'une loi interdisant le versement d'un "prix d'achat" de l'épouse n'était pas conforme à la Constitution.

87. Dans le cas des sociétés tribales australiennes, la loi tribale détermine un système "d'octroi" qui n'est pas sans une certaine souplesse quant aux circonstances dans lesquelles les jeunes filles peuvent refuser d'épouser le mari qui leur est destiné. La plupart des femmes aborigènes des villes et des campagnes sont libres de se marier comme elles l'entendent.

5. Droits pendant le mariage et à sa dissolution

88. Tous les pays de la CEE ont déclaré que les femmes avaient des droits personnels et des droits de propriété qui sont les mêmes que ceux des hommes pendant le mariage et à sa dissolution. Toutefois, en Turquie, la preuve qu'il y a eu même un seul délit d'adultère de la part de la femme suffit comme motif de divorce, tandis que pour un homme, il faut prouver qu'il cohabite depuis longtemps avec une autre femme. Les tribunaux en Irlande ne sont pas habilités à accorder le divorce et la Constitution interdit l'adoption de toute loi prévoyant la possibilité de dissoudre le mariage. Il n'y a pas non plus de divorces à Saint-Marin.

89. S'agissant de l'égalité des droits personnels ou des droits de propriété pendant le mariage et à sa dissolution, sept pays africains ont répondu qu'elle existait sur leur territoire, alors que le Botswana, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, Maurice, le Sénégal, le Swaziland, le Togo et la Tunisie ont répondu que ce n'était pas le cas chez eux. L'Egypte et le Kenya, tout en déclarant que cette égalité était garantie, ont ajouté que la loi reconnaissait une certaine répartition des obligations, comme le devoir du mari d'entretenir sa femme et ses enfants. De même, là où il existe plusieurs régimes matrimoniaux comme au Kenya, le statut du mari et celui de la femme diffèrent selon le régime sous lequel le mariage a été contracté.

90. Quant à l'égalité de statut du mari et de la femme, les pays de la CESAP ont généralement répondu que cette égalité existait dans la plupart des domaines. Aux Philippines toutefois, il y a une inégalité du fait que le mari est l'autorité supérieure dans le ménage. Au Pakistan, il existe, en vertu du droit islamique, des différences en matière de dissolution du mariage. Au Japon, un système de "tribunal familial" remplit des fonctions de médiateur et prête assistance lorsque les mariages connaissent des difficultés. En 1977 par exemple, 10 p. 100 de tous les divorces ont été des "divorces par médiation" prononcés par des tribunaux familiaux qui ont été établis dans l'ensemble du pays pour s'occuper de toute une série de problèmes de la vie familiale au moyen de procédures très simples et presque gratuites.

91. Si Haïti et le Venezuela ont signalé que les femmes n'avaient pas les mêmes droits personnels et droits de propriété que les hommes pendant le mariage et à sa dissolution, ces droits existent dans tous les autres pays de la CEPAL ayant envoyé des réponses.

6. Age minimum du mariage

92. Tous les pays ayant envoyé des réponses ont une législation qui régit l'âge minimum du mariage; dans la plupart des cas cet âge est moins élevé pour les femmes que pour les hommes. En Inde, l'âge minimum en vertu de la Loi contre les mariages d'enfants de 1978 est de 18 ans pour les femmes et de 21 pour les hommes. En Australie, bien que les femmes aborigènes puissent se marier entre 12 et 13 ans déjà, le mariage ne peut pas être consommé avant plusieurs années.

7. Inscription obligatoire du mariage

93. Presque tous les gouvernements ayant envoyé des réponses, y compris ceux de la CEPAL et de la CEE, prévoient l'inscription obligatoire du mariage. Les Etats-Unis toutefois notent que certains de leurs Etats reconnaissent les mariages de "common law". Tous les pays de la CESAP ayant envoyé des réponses, à l'exception de l'Inde, ont des dispositions législatives exigeant l'inscription; le Gouvernement indien envisage de rendre cette inscription du mariage obligatoire comme c'est déjà le cas dans les Etats de Gujarat et Kerala. Tous les gouvernements africains sauf deux exigent l'inscription ainsi que quatre des cinq gouvernements de la CEA qui ont envoyé des réponses.

8. Droits et devoirs des parents

94. Des lois et coutumes très différentes dans toutes les régions déterminent si les deux parents partagent des droits et des devoirs égaux en ce qui concerne leurs enfants. L'Argentine, la République dominicaine, Haïti, le Honduras, le Pérou et le Venezuela signalent que les femmes n'ont pas les mêmes droits que les hommes à l'égard de leurs enfants puisque les pères ont le privilège exclusif de diriger les enfants, de les protéger et d'administrer leurs biens. Dans la région de la CEPAL, seuls le Brésil, Cuba, l'Equateur, le Paraguay et l'Uruguay affirment que les femmes ont les mêmes droits que les hommes à cet égard.

95. Dans la région de la CEA, neuf pays ont annoncé qu'ils garantissaient des droits et des devoirs égaux en ce qui concerne les enfants, alors que le Bénin, le Kenya et Madagascar ont signalé que ce n'était pas le cas chez eux. Il faut toutefois noter que huit gouvernements membres de la CEA n'ont pas répondu à cette question.

96. A quelques différences près, les pays de la région de la CEE ont indiqué que les femmes, qu'elles soient mariées ou non, ont les mêmes droits et responsabilités que les hommes à l'égard de leurs enfants. Des exceptions sont faites dans le cas d'enfants nés hors mariage dans les pays suivants, où les responsabilités et les droits sont dévolus à la mère : Autriche, Allemagne, République fédérale d', Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Norvège, République démocratique allemande, Royaume-Uni et Suède. Aux Pays-Bas, un changement a été proposé en vue de modifier la législation actuelle en vertu de laquelle c'est la volonté du père qui l'emporte lorsqu'un différend s'élève à propos de l'éducation de l'enfant. La Turquie a déclaré que pendant le mariage la femme ne représente pas l'union matrimoniale. En Espagne, le père a droit à la garde des enfants; toutefois, un amendement est à l'étude.

9. Droit des femmes à conserver leur nom de famille

97. La question concernant le droit des femmes à conserver leur nom de famille a donné lieu à des réponses très variées.

98. Tous les pays d'Asie occidentale ont répondu que selon la religion islamique les femmes n'ont pas à prendre le nom de leur mari et peuvent donc conserver leur nom de famille.

99. A l'exception de la Finlande et de la Turquie, les femmes de la région de la CEE ont les mêmes droits et responsabilités que les hommes pendant le mariage et lors de sa dissolution, y compris le droit de conserver leur nom de famille. En Finlande, le mari peut demander que sa femme n'utilise plus son nom si le divorce est prononcé aux torts de celle-ci, et les femmes mariées doivent adopter le nom du mari. Un changement est envisagé qui conférerait les mêmes droits aux hommes et aux femmes pour ce qui est d'adopter et de retenir le nom de famille. En Turquie, les femmes n'ont pas le droit de conserver leur nom de famille après le mariage.

100. Au Kenya, à Maurice, au Sénégal et au Swaziland, les femmes n'ont pas le droit de conserver leur nom de famille; huit autres pays africains n'ont pas répondu à cette question.

101. Pour ce qui est de la région de la CEPAL, les femmes n'ont pas ce droit en République dominicaine, en Equateur, au Honduras, au Paraguay ni au Venezuela. Six autres pays latino-américains n'ont pas répondu à la question.

10. Disposition des codes pénaux

102. Sur les douze pays de la CEA qui ont répondu à la question de savoir si les dispositions pénales discriminatoires avaient été abrogées, neuf ont répondu par l'affirmative. Seuls Madagascar, la Mauritanie et le Sénégal ont répondu négativement.

103. Tous les gouvernements de la CESAP ayant envoyé des réponses, à l'exception des Philippines, ont abrogé les dispositions discriminatoires dans leur droit pénal; les Philippines limitent par des sanctions pénales le droit d'une veuve à se remarier.

104. Dans la région de la CEA, le Liban a indiqué que le code pénal établissait une discrimination entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les crimes d'honneur. Le Koweït a déclaré qu'il existait dans son code pénal des dispositions en faveur des femmes enceintes, leur épargnant la peine capitale. L'Iraq a indiqué que le code pénal n'avait jamais contenu de dispositions discriminatoires.

105. L'Argentine, la République dominicaine, Haïti, le Honduras, le Pérou et le Venezuela ont fait état de dispositions discriminatoires du code pénal concernant l'adultère et les crimes liés à l'adultère. Dans ces six pays, par exemple, la loi prévoit une peine pour les femmes mariées qui ont des relations sexuelles avec quelqu'un d'autre que leur mari, alors que l'homme marié n'est jugé coupable d'adultère que s'il a avec l'autre femme un commerce suivi. En République

dominicaine et au Honduras, l'homme est exempt de la responsabilité criminelle s'il a tué sa femme ou l'amant de celle-ci en les surprenant en flagrant délit d'adultère; ce moyen de défense n'est valable que pour l'homme, la femme assumant la pleine responsabilité criminelle dans des circonstances analogues.

11. Mesures destinées à lutter contre la prostitution

106. Les pays ci-après ont annoncé qu'ils ont pris des mesures d'ordre juridique pour combattre la prostitution et d'autres formes de trafic des femmes : Botswana, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée, Madagascar, République-Unie du Cameroun, Sénégal, Swaziland, Togo et Tunisie. Le Kenya, la Mauritanie, Maurice et la Sierra Leone ont indiqué qu'ils n'avaient pas prévu de telles mesures et le Kenya a ajouté que la prostitution allait augmentant.

107. Dans la région de la CESAP, des gouvernements ont mentionné les mesures qu'ils ont prises pour lutter contre la traite des femmes et la prostitution.

108. L'Argentine, le Brésil, Cuba, l'Equateur, le Paraguay et l'Uruguay ont signalé qu'ils avaient pris des mesures d'ordre juridique pour lutter contre la prostitution et la traite des femmes, alors que la Bolivie, la République dominicaine, le Honduras et le Pérou ont répondu par la négative.

109. La plupart des gouvernements de la CEE ont pris des mesures d'ordre juridique pour lutter contre la prostitution et d'autres formes de traite des femmes. Au Royaume-Uni et en Norvège toutefois, la prostitution proprement dite n'est pas un délit, mais les activités connexes le sont. La Pologne ne fait pas état de telles mesures "puisque'il n'y a jamais eu un phénomène comme la traite des femmes en Pologne".

110. En résumé, pendant la période considérée, les gouvernements ont progressé dans la voie de l'adoption de garanties constitutionnelles ou législatives ou de nouvelles lois pour lutter contre la discrimination fondée sur le sexe et garantir le principe de l'égalité des droits juridiques et des responsabilités des hommes et des femmes. Très peu de gouvernements ont indiqué qu'ils avaient promulgué une législation spéciale pour corriger l'effet de la discrimination dont les femmes ont fait l'objet au cours de l'histoire, qui permettrait un traitement spécial en faveur de celles-ci.

111. Relativement peu de gouvernements ont adopté des mécanismes d'exécution tels que la création d'organismes spéciaux chargés de s'occuper des questions de discrimination, en application soit du Plan d'action mondial, soit du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

112. Dans certaines régions du monde, il est difficile de renseigner ou de conseiller les femmes au sujet de leurs droits à cause de l'analphabétisme qui est très répandu. Toutefois, l'organisation de séminaires, de conférences, de réunions et la publication de livres et de brochures, d'importantes campagnes menées par les moyens de communication de masse et la création de bureaux dispensant des conseils d'ordre juridique sont parmi les moyens qui ont été mis en oeuvre pour rendre ce type d'informations plus facilement accessibles aux femmes. Il est trop tôt encore pour déterminer quelle est l'efficacité de ces mesures et jusqu'à quel point elles ont atteint les femmes.

113. Dans le domaine des conflits entre droit civil et droits coutumiers ou religieux, la plupart des pays ont indiqué que le droit civil l'emportait toujours. C'est du droit religieux et non du droit coutumier en tant que tel dont il a été fait état, dans la plupart des réponses, si bien qu'il faudrait obtenir encore beaucoup d'autres informations pour pouvoir évaluer correctement la situation. Il est donc plus difficile de déterminer quel est l'effet, s'il y en a un, de la prédominance du droit civil, sur la condition de la femme, car en vertu du droit coutumier, les femmes connaissent au moins leurs droits et savent comment elles peuvent s'en prévaloir, alors que de par sa nature complexe, le droit civil est fréquemment un facteur moins aisé à évaluer.

114. Le domaine dans lequel l'égalité semble la plus répandue est celui qui a trait aux droits en matière de nationalité; certains aspects en sont la capacité des femmes d'acquiescer, de changer ou de conserver leur nationalité, le fait que le mariage n'affecte pas automatiquement la nationalité de la femme, et la transmission de la nationalité aux enfants. Toutefois, il existe encore un certain nombre de pays où cela ne s'applique pas.

115. Les femmes non mariées ont des droits égaux à ceux des hommes dans la plupart des aspects du droit civil. Toutefois, beaucoup de gouvernements ont indiqué que les femmes mariées n'avaient pas les mêmes droits que les hommes. Ainsi, quelques gouvernements ont signalé que les droits de propriété appartenaient au mari; que c'est le mari qui choisit le domicile; que la femme devient une mineure au regard de la loi, que des normes de moralité différentes s'appliquent aux maris et aux femmes; que l'âge légal du mariage est presque dans tous les cas moins élevé pour les femmes que pour les hommes; et que la volonté du père l'emporte dans les décisions concernant les enfants. L'institution d'un système de tribunaux familiaux est l'un des moyens utilisés pour résoudre les problèmes liés au mariage et au divorce.

116. Enfin, il existe encore un certain nombre de pays dans lesquels le code pénal contient certaines dispositions discriminatoires.
